

**Mémoire présenté au Comité permanent des
finances de la Chambre des communes dans
le cadre des consultations prébudgétaires**

Soumis par l'Ontario Cattlemen's Association

Présenté par courrier électronique à :
Guyanne L. Desforges
Greffière du Comité
Comité permanent des finances de la Chambre des
communes
Sixième étage, 131, rue Queen
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Courriel : FINA@parl.gc.ca
Téléphone : 613-992-9753

L'Ontario Cattlemen's Association, laquelle représente 19 000 producteurs de bœuf en Ontario, est reconnaissante de cette occasion de s'adresser au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires. Nos trois principales recommandations au Comité sont les suivantes :

- 1. Il faut maintenir en place et améliorer la série de programmes agricoles du cadre stratégique canadien Cultivons l'avenir (tout particulièrement les programmes Agri-stabilité, Agri-protection et Agri-investissement).**
- 2. La série révisée de programmes du cadre Cultivons l'avenir doit tenir compte de la diversité agricole de l'Ontario et des besoins des agriculteurs pour ce qui est de la stabilité de leurs revenus (gestion des risques de l'entreprise [GRE]) en lien avec une vaste gamme de produits. Pour donner suite aux priorités en matière de GRE, les programmes doivent pouvoir être adaptés aux différentes réalités régionales.**
- 3. Le gouvernement fédéral doit continuer d'assumer la responsabilité première pour ce qui est de fournir une série de programmes de GRE solides et voir à ce que ces programmes soient plus bénéfiques et prévisibles pour les agriculteurs de l'Ontario et du Canada dans son ensemble.**

L'importance du secteur de l'élevage bovin de l'Ontario pour l'économie canadienne.

Le secteur de l'élevage bovin de l'Ontario est très important pour l'économie du Canada, tout particulièrement la production bovine en soi, car elle est pratiquée dans l'ensemble des comtés et des districts de la province. Dans les parcs de l'Ontario destinés à cette fin, on procède à l'engraissement des veaux des provinces de l'Ouest. Les industries de transformation de la province produisent de la viande de bœuf à partir d'animaux qui ont été élevés en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec. En appuyant le secteur de l'élevage bovin en Ontario, le gouvernement du Canada investit dans les familles, les entreprises et les communautés des milieux ruraux du Canada. Les revenus et la création d'emploi découlant de ce secteur d'activité aident à soutenir une vaste gamme d'infrastructures rurales, comme des hôpitaux et des écoles. Les fermes d'élevage de bovins créent des emplois au sein des régions rurales, plus particulièrement dans des entrepôts d'affouragement, dans des épiceries et dans d'autres entreprises connexes. La collaboration entre le gouvernement et l'industrie peut créer d'excellentes occasions pour les familles d'agriculteurs actuelles et futures du Canada.

■ Valeur de la production de bétail et de bœuf en Ontario	Plus de 2 milliards de dollars
■ Incidence sur le produit intérieur brut (PIB) du Canada	1,8 milliard de dollars
■ Emplois créés	Plus de 25 860
■ Revenu du travail	860 millions de dollars

Pour chaque baisse de 10 millions de dollars dans les ventes, l'apport au PIB chute de 8,4 millions.*

*Source : *The Economic Impact of the Ontario Cattle and Beef Sector*, Maury Bredahl et Michael Weber, Département de l'économie alimentaire, agricole et des ressources de l'Université de Guelph, février 2010.

.../2

Dans une étude intitulée « The Economic Impact of the Ontario Cattle and Beef Sector », publiée en 2010 par le Département de l'économie alimentaire, agricole et des ressources de l'Université de Guelph, on a montré que les incidences économiques de l'industrie bovine de l'Ontario sont à peu près équivalentes à celles découlant de l'ajout d'une usine d'assemblage d'automobiles. Nous reconnaissons tous l'effet qu'a un déclin dans le secteur automobile sur la santé de notre économie. Alors il faut également tenir pour acquis qu'un déclin dans le secteur agricole aurait des effets néfastes similaires.

En vue de la réalisation des objectifs du Comité sur les plans de la reprise économique soutenue, de la création d'emplois, de la baisse des impôts et de l'équilibre budgétaire, nos agriculteurs sont d'avis qu'il est primordial de maintenir et de favoriser la croissance du secteur de l'élevage bovin de l'Ontario. Si l'on réduisait le financement accordé aux programmes agricoles ou l'on amoindrirait leur effet stabilisateur en ce qui touche les revenus, cela aurait une incidence néfaste sur l'emploi, l'économie et l'équilibre budgétaire souhaité.

À titre d'exemple, les investissements dans l'innovation et l'accès aux marchés sont nécessaires, mais ils n'auront aucune incidence s'ils ne permettent pas d'augmenter à court terme les niveaux de revenu des agriculteurs. Nos agriculteurs sont pleinement en mesure d'investir dans l'innovation des fermes et dans la recherche de nouveaux marchés, mais pour ce faire, ils ont besoin de stabilité sur le plan des revenus et d'une augmentation des capitaux destinés à l'agriculture. Dans notre secteur de l'industrie, ces éléments manquent depuis l'apparition de l'encéphalopathie spongiforme bovine. Les incitatifs de la part du gouvernement pour investir dans l'innovation n'auront aucun effet sans stabilité et prévisibilité des revenus. Donc, même si nous souhaitons que le gouvernement continue de jouer un rôle dans l'innovation et à déployer des efforts pour accroître l'accès aux marchés, les initiatives en ce sens ne doivent pas, à notre avis, être mises en œuvre aux dépens de l'exécution de programmes efficaces en matière de GRE.

Nous souhaitons également profiter de cette occasion pour souligner l'importance des programmes autres que ceux de GRE pour les éleveurs de bovins de boucherie en Ontario. S'il est vrai que les programmes en la matière offrent des options pour les familles d'agriculteurs de l'Ontario, ce sont toutefois tous les programmes et toutes les politiques qui ont une incidence importante sur la rentabilité et la capacité concurrentielle à long terme des entreprises agricoles. Nous demandons que l'ensemble des politiques et des programmes soient créés en tenant compte des trois principes suivants :

- En premier lieu, favoriser la capacité concurrentielle des industries bovines et des éleveurs de bovins de boucherie de l'Ontario sur le marché international doit faire partie des priorités premières.
- Ensuite, les politiques doivent prévoir explicitement l'établissement de processus de réglementation qui accroissent la capacité concurrentielle et favorisent l'innovation.
- Enfin, les politiques doivent reconnaître les besoins particuliers des différents éleveurs et permettre

dans une mesure plus grande l'adaptation des programmes en fonction des différentes réalités régionales. Dans les politiques mises au point, les dispositions touchant chaque domaine visé, que ce soit le développement des marchés, la salubrité des aliments, la recherche et l'innovation ou la protection de l'environnement, doivent s'harmoniser avec ces trois principes.

Merci.